

Notre action dans le monde entier

Rapport annuel 2009

Secours d'urgence
Un monde pour les personnes
âgées et les malades
Un monde pour les enfants
Un monde pour les handicapés



Caritas Allemagne
Département International



*Kosovo : intégration d'enfants
handicapés à l'école et dans
la société*



*Israël : coopération avec le Jaffa Institute
pour aider les migrants et leurs enfants*



*Irak / Afghanistan : les
difficultés de l'aide
humanitaire dans les régions
touchées par la guerre et la
crise*



*Bolivie : un projet-modèle
pour lutter contre les effets
négatifs du changement
climatique*



*Afrique du Sud : Aide de
voisinage et accompagnement
au logement pour les personnes
âgées*

*Couverture : Victimes d'inondation. Les typhons sont souvent
accompagnés de pluies torrentielles qui recouvrent des régions
entières.*

© Couverture : REUTERS/ Bazuki Muhammad, autres photos :

Caritas Allemagne, département international, Alexander Bühler, Martin Zöllner

Sommaire

Avant-propos	4
Cinq ans après le tsunami : Les leçons de la catastrophe	6
L'aide humanitaire dans les régions en guerre : Entre deux fronts	10
Changement climatique : Contre vents et marées	14
Secours d'urgence	
Aide d'urgence et prévention : Tempêtes et inondations semaine après semaine	18
Aide médicale : « Il existe des moyens simples d'endiguer le choléra »	20
Fédération Caritas internationale : Une famille dans le monde entier	22
Un monde pour les personnes âgées et les malades	
Afrique du Sud : Le plaisir de la vie en communauté	24
Un monde pour les enfants	
Israël : Des amis qui se ressemblent et d'autres pas	26
Un monde pour les handicapés	
Kosovo : Aider tôt pour aider mieux	28
Action en Allemagne	
Action : „Eine Million Sterne“	30
Congrès : Pour une politique de la drogue plus humaine	31
L'aide en chiffres	
Partenaires et alliances	32
Les organes de Caritas Allemagne	34
Finances	36



*Philippines, Viêt-Nam :
reconstruction et prévention
des catastrophes après une
année de graves tempêtes et
inondations*

Avant-propos



Comme le tsunami dans l'océan Indien il y a cinq ans, le tremblement de terre qui a secoué Haïti en janvier a suscité une immense vague de générosité. Le rapport annuel qui suit examine cependant aussi d'autres régions du monde qui ont besoin d'aide.

© Caritas Allemagne

**Chères lectrices, chers lecteurs,
Chers amis et donateurs de Caritas Allemagne,**

Vous avez entre les mains notre rapport annuel 2009. Cette année, le violent tremblement de terre à Haïti en janvier a éclipsé tout ce dont nous pouvions nous souvenir : 250 000 personnes ont perdu la vie, des centaines de milliers ont été blessées et 1,5 millions sont sans abri. Un pays tout entier a été détruit, qui faisait déjà partie des plus pauvres du monde. Depuis le tsunami il y a cinq ans, aucune catastrophe n'avait attiré à ce point l'attention publique. Nous avons reçu d'innombrables propositions d'aide. La sympathie n'a eu d'égal que la générosité. Nous en remercions de tout cœur tous ceux qui nous ont soutenus.

Il est clair que nous accompagnerons encore Haïti de nombreuses années. Nous ne devons cependant pas pour autant oublier les nombreuses autres régions du monde qui ont besoin d'aide. Il suffit pour cela de jeter un regard en arrière sur 2009, l'année sur laquelle porte ce rapport. Plusieurs tremblements de terre ont fait de nombreuses victimes ; un tsunami à Samoa a causé des dégâts importants. Mais surtout, on ne compte plus les catastrophes plus insidieuses : les sécheresses qui se prolongent des mois, voire des années, et se poursuivent encore en Afrique orientale ; les cyclones et les inondations qui ont balayé à de multiples reprises pendant des semaines les Philippines, le Viêt-Nam et d'autres pays d'Asie (page 20). Sans compter les catastrophes qui font presque partie du quotidien pour leurs victimes : catastrophes de la pauvreté et de la faim, des inégalités sociales, catastrophes causées par des structures commerciales injustes et favorisées par la crise économique mondiale. Enfin, les effets du changement climatique sont de plus en plus forts : si son origine se trouve dans les pays industrialisés, ses conséquences touchent surtout ceux qui manquent déjà du strict nécessaire (page 16).

Ce rapport annuel vise avant tout à rappeler ces catastrophes silencieuses et rampantes. Il veut aussi illustrer la manière dont travaille le département international de Caritas Allemagne, à savoir : en coopération avec nos partenaires locaux, en anticipant pour la prévention des catastrophes et à long terme pour la reconstruction. C'est le cas de notre action dans les régions touchées par la guerre et la crise (page 10) d'Afghanistan, d'Irak ou du Congo, aussi dangereuse qu'elle est indispensable. C'est également le cas des projets longue durée qui ouvrent des perspectives aux enfants, aux personnes handicapées et aux personnes âgées (pages 26-30) dans différentes régions du monde. Le travail continu commence toujours à la base, par exemple avec les anciens enfants-soldats du Congo, auxquels nous permettons le retour à la vie civile, ou les enfants handicapés et leurs familles au Kosovo, dont nous favorisons l'intégration. Les deux formes de travail – les secours d'urgence et les projets à long terme – sont liées. En effet, de longues années d'expérience nous ont appris que l'amélioration des conditions de vie est la meilleure des préventions pour éviter les catastrophes, ou du moins leurs pires conséquences.

La continuité du travail du département international de Caritas Allemagne n'est possible que grâce au soutien, lui aussi continu et à long terme, de nos nombreux partenaires et donateurs. Tout comme nos projets sur tous les continents sont extrêmement diversifiés, le champ d'action de la solidarité et de l'aide est extrêmement large et différencié. Si, par exemple, des spécialistes du monde entier échangent lors d'un congrès Caritas à Berlin sur la politique internationale de la drogue, ses conséquences sociales et les possibilités d'aide aux drogués (page 30), c'est un soutien en profondeur à très long terme pour tous ceux qui sont confrontés à ce problème au quotidien. Et si année après année en Allemagne, des collaborateurs des bureaux Caritas locaux allument des milliers de

bougies pour la campagne « Un million d'étoiles » et recueillent des fonds pour divers projets, c'est un signe visible de solidarité. Solidarité avec les personnes défavorisées, mais aussi avec nos collègues du réseau Caritas dans le monde entier.

Nous vous remercions de tout cœur pour votre soutien pratique et financier et vos idées.



Mgr Peter Neher
président de
Caritas Allemagne



Oliver Müller
directeur du
Département International
de Caritas Allemagne

Leçons apprises ?

La détresse, la souffrance et le deuil sont des expériences très personnelles que chacun gère à sa façon. Le département international de Caritas Allemagne mise, avec l'aide qu'il apporte, les besoins spécifiques de chacun. Pour cela, nous pouvons nous appuyer sur une expérience de plusieurs dizaines d'années que nous améliorons en permanence.

Au début, le choc, la peur et le chagrin dominent : maisons et rues entièrement détruites, pleurs, cris, individus traumatisés qui errent sans but, milliers, voire centaines de milliers, de morts, blessés, disparus et sans abri. Une expérience terrible que les survivants n'oublieront jamais.

Ensuite viennent les questions : comment cela a-t-il pu se produire ? Comment se fait-il que les maisons s'écroulent comme des châteaux de cartes ? Pour quoi les gens vivent-ils tellement à l'étroit et sans défense ? Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent aux survivants ? Quel sera leur avenir ?

Les catastrophes, les terreurs, les détresses sont toutes différentes. Chacune des victimes les vit et y réagit autrement. Il importe donc d'assister chacun de ceux qui ont perdu des enfants, des parents ou des amis dans son deuil personnel, d'aider les destins individuels. L'humanité l'impose. Il importe aussi d'apaiser la misère partout où cela est possible. Car l'aide humanitaire peut et doit sauver des vies humaines. Et elle peut aider les hommes à reprendre eux-mêmes leur destin en main après une catastrophe.

Pour cela, l'expérience est une valeur inestimable. Après une catastrophe, il est essentiel de rappeler le plus vite possible les expériences accumulées, de les comparer aux mesures d'aides prises auparavant, de les confronter et de tirer des conclusions. Tous ceux qui, comme le département international, ont fait des secours d'urgence leur profession, qui sont confrontés année après année à la détresse qui suit les tremblements de terre, inondations, sécheresses ou cyclones, ont aussi pour mission d'apprendre de leur expérience. Les « leçons apprises » sont au programme après chaque intervention et chaque mesure d'aide.

Quelles leçons avons-nous apprises ? Les membres des grandes organisations caritatives qui collaborent au sein du « Groupement d'action pour l'aide d'urgence » (Aktionsbündnis Katastrophenhilfe) – la Croix rouge allemande, l'aide d'urgence du Diaconat (Diakonie Katastrophenhilfe), l'Unicef et le département international de Caritas Allemagne - se le sont demandé en décembre dernier. Cinq ans après le tremblement de terre marin dans l'océan Indien qui a fait près de 250 000 victimes au

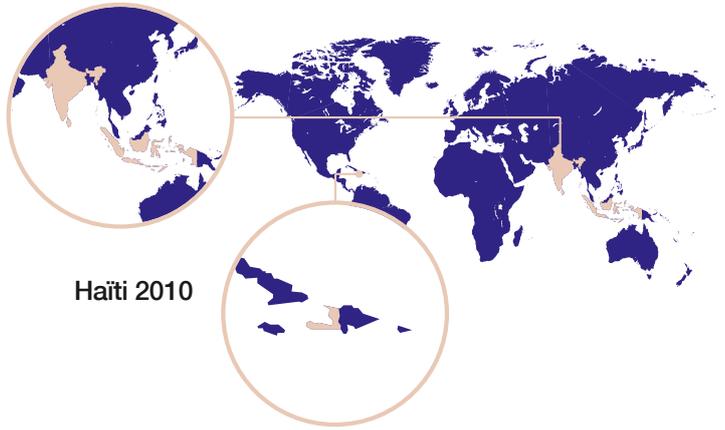
« L'aide la plus rapide est celle qui est déjà sur place avant la catastrophe. »

Sri Lanka, en Inde, en Indonésie et dans les États voisins, on tire le bilan de l'aide apportée.

Un tel bilan ne peut être ni bon, ni mauvais : il ne s'agit pas ici de solder une facture comme le ferait un économiste pour calculer l'étendue des pertes et des bénéfices. De nombreuses victimes ressentent encore douloureusement la perte de leurs proches. Beaucoup luttent encore contre le traumatisme qu'ils ont vécu et n'ont pas encore retrouvé le chemin de la normalité.

Pourtant, l'aide est arrivée à bon port. Cinq ans après le tsunami du lendemain de Noël 2004, le Groupement d'action pour l'aide d'urgence estime que la situation des familles les plus pauvres s'est durablement améliorée dans la plupart des régions touchées. La qualité des écoles, des équipements de santé et de l'approvisionnement en eau est aujourd'hui bien meilleure qu'avant la catastrophe. Bon nombre de ceux qui étaient autrefois exclus sont aujourd'hui mieux intégrés. La protection contre les catastrophes aussi a beaucoup progressé, on l'a vu notamment après le grave tremblement de terre qui a secoué l'Indonésie en octobre

Tsunami 2004



Haïti 2010



Comment continuer ? À Haïti, le chemin de la reconstruction est caillouteux et incertain. L'entraide et le soutien mutuel aident à avancer. © Caritas Allemagne



Ces enfants de Banda Aceh, en Indonésie, ont de nouvelles maisons. Et aussi de nouvelles perspectives, cinq ans après le tsunami. © Caritas Allemagne



Ensemble vers un avenir meilleur : écoliers à Haïti

Caritas Allemagne

2009. Les organisations du Groupement d'action pour l'aide d'urgence ont veillé à associer directement les populations locales à la reconstruction, ce qui s'est avéré décisif pour son succès. « L'aide la plus rapide et efficace a été apportée par les acteurs qui étaient déjà actifs sur place avant la catastrophe et disposaient d'organisations partenaires. Ce sont les secours d'urgence et l'aide à la reconstruction locaux qui ont rendu l'aide internationale efficace et durable », a déclaré Oliver Müller. C'est pourquoi l'aide à l'auto-organisation des personnes touchées est tout aussi importante que l'installation de systèmes de surveillance et d'alerte précoces. Pour le directeur du département international de Caritas Allemagne, « c'est la meilleure des préventions contre les

« La reconstruction doit associer les victimes »

catastrophes à long terme, car la pauvreté rend particulièrement catastrophiques bon nombre de catastrophes ». Même si les leçons tirées de ces expériences font depuis longtemps partie des principes de travail pour le département international, il importe de toujours se les rappeler de nouveau. Et surtout de les défendre publiquement. Défendre le combat contre la faim et la pauvreté. Défendre la participation et l'autodétermination, afin que la prévention et la protection des catastrophes soient efficaces. Défendre la collaboration étroite avec ses partenaires sur place car ce sont eux qui agissent le plus rapidement et le plus efficacement en cas de catastrophe, qui connaissent le mieux la situation et sont déjà sur place avant même que l'aide internationale ne se mette en route.

L'importance de défendre l'application de ces principes a été cruellement démontrée en janvier à Haïti. Les hommes

n'ont pas pu s'y protéger correctement, la plupart des constructions n'étaient pas antisismiques et les infrastructures étaient en de nombreux endroits si mauvaises que les survivants ont dû attendre bien trop longtemps l'arrivée des secours.

Mais tirer les leçons, cela signifie aussi ne pas perdre de vue les erreurs et les dysfonctionnements qui avaient fait de Haïti l'un des pays les plus pauvres du monde avant même le tremblement de terre : une évolution sociale défavorable, une formation insuffisante, un système de santé déficient, la corruption et bon nombre d'autres problèmes structurels dont le gouvernement, les quelques privilégiés, mais aussi certains des partenaires et acteurs internationaux, portent la responsabilité. « Leçons apprises », cela signifie ici ériger avec les victimes un système neuf, un avenir avec des perspectives.

C'est une chance pour ce pays si pauvre et exploité : si l'on ne se contente pas de construire bâtiments et routes. Si l'on n'en reste pas aux engagements prononcés du bout des lèvres. Si enfin, l'aide internationale logistique, financière et personnelle peut servir à investir dans la formation, dans l'infrastructure médicale et sociale, dans le développement durable, alors seulement on pourra parler d'un nouveau départ réussi.

Après le tsunami de 2004, plus de 200 000 donateurs ont mis un total de 62,5 millions d'euros à la disposition de Caritas Allemagne. Cet argent a permis de lancer, après les premiers secours d'urgence, de vastes programmes de reconstruction qui se poursuivent encore aujourd'hui pour certains et ont beaucoup contribué à améliorer les conditions de vie dans les pays touchés.

Entre deux fronts

Afghanistan, Irak, Congo : le travail dans les zones en guerre est dangereux et exige beaucoup de ceux qui l'accomplissent. Le département international de Caritas Allemagne soutient dans ces pays des projets centrés autour des enfants, des personnes âgées et des handicapés.



Vivre en permanence dans la peur et sous des menaces fréquentes laisse des traces profondes, notamment chez les enfants des zones touchées par la guerre et la crise.

© Caritas Allemagne, Gabriela Keller

Une femme mince et pâle se presse dans les rues de Zafaraniya, une banlieue pauvre à la périphérie sud de Bagdad. Elle est suivie de près par une fillette maigre aux boucles brunes qui s'efforce péniblement de suivre l'allure de sa mère. « Nous n'aimons pas beaucoup sortir. Le quartier n'est pas sûr », dit Zaher Zamal, âgée de 38 ans, en r esserrant autour d'elle son tchador, le large voile dont elle est couverte, lorsqu'elle ouvre la porte d'un bâtiment bas.

Rien n'indique que le rez-de-chaussée abrite l'un des dix centres sociaux que Caritas entretient en Irak. Les membres de l'organisation caritative reçoivent sans cesse de nouvelles menaces de mort – attirer l'attention peut mettre leur vie en danger. Les centres proposent notamment le programme « Well Baby », financé par le département international de Caritas Allemagne, qui s'adresse aux enfants sous-alimentés de moins de huit ans, aux femmes enceintes et à celles qui allaitent. Zaher Zamal et sa fille se mêlent à la foule dans la salle d'attente. Le visage de la fillette de six ans est marqué par un sérieux qui n'est pas de son âge. « Elle ne parle presque pas, souffre de maux de tête et refuse souvent de s'alimenter », raconte sa mère. « Elle a perdu toute sa vivacité. »

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la guerre proprement dite a pris fin en Irak. Mais les échauffourées sont fréquentes entre le gouvernement irakien ou les troupes internationales, d'une part, et des groupes le plus souvent islamistes, d'autre part. Les concepts de guerre et de paix tels qu'ils ont cours ne suffisent pas à définir la situation dans le pays : la terreur, la criminalité classique et des conditions de quasi guerre civile alternent avec des phases de calme relatif qui voient la vie civile reflourir timidement. Mais même pendant ces périodes assez apaisées, la vie reste marquée par la guerre, les terribles souvenirs et les conséquences pour le présent et l'avenir.



Pour Zaher Zamal aussi. Sa famille chiite vient de Diyala, une province située au Nord-Est de Bagdad. « Nous vivions dans un quartier sunnite. En juin 2006, des terroristes d'Al Qaida ont fait sauter notre maison », raconte-t-elle d'une voix rauque. La famille a pris la fuite et s'est installée en périphérie de la capitale, Bagdad. Elle vit désormais des cinq US dollars que le mari de Zaher Zamal gagne par jour en tant que porteur, lorsqu'il trouve un travail. Il n'en trouve pas souvent. Sans lieux d'accueil comme celui de Caritas, il serait presque impossible, notamment aux familles avec enfants, de s'en sortir leurs ressources sont grevées par les violences et la guerre.

On retrouve des situations quasi-identiques dans d'autres régions touchées par la guerre ou la guerre civile. En Afghanistan notamment : les hommes politiques allemands ne sont pas les seuls à se demander si la guerre y fait rage ou non. « À l'intérieur du pays, les situations sont très différentes », explique Marianne Huber qui dirige le bureau du département international de Caritas Allemagne à Kaboul, « dans certaines provinces, les échauffourées entre les talibans et les troupes internationales sont presque quotidiennes, la terreur ou la guerre civile règnent, tandis que d'autres mènent une existence très paisible. » Pour Caritas, cela nécessite de faire preuve d'une très grande souplesse. Si dans la zone rurale de Hazarajat, la reconstruction progresse véritablement, des puits sont creusés, des écoles et des dispensaires construits et exploités avec l'aide de Caritas, dans les zones de combats, l'aide consiste encore en grande partie en secours d'urgence par la fourniture de nourriture et d'eau. « Partout dans le pays, les décennies de guerre ont profondément traumatisé la population », explique Huber, « beaucoup ignorent simplement comment résoudre pacifiquement un conflit. L'économie, la politique, le commerce – tout est marqué par la guerre et la violence. »

Visite en Irak

Retour
en arrière

du 20 au 23 juillet



© Caritas Allemagne, Thomas Gleißner

L'archevêque de Bagdad, Jean Sleiman, et le directeur de Caritas Irak, Nabil Nissan (2ème en partant de la g.), invités en Allemagne. Wolfgang Fritz (à g.), expert de l'Irak au département international de Caritas Allemagne, et Franz-Heinrich Fischler, directeur diocésain de Caritas, reçoivent leurs visiteurs à Berlin.

Le département international de Caritas Allemagne tente de rompre la spirale de la violence et apporte son aide indépendamment de l'appartenance sociale, culturelle ou religieuse. Mais la neutralité est toujours menacée lorsque le civil et le militaire se mélangent. L'enjeu n'est pas seulement l'indépendance des organisations non gouvernementales (ONG), mais aussi la sécurité de leurs employés. En effet, le risque d'attentat augmente lorsque les Afghans, notamment les groupes belligérants, ne font pas la différence entre présence militaire et aide au développement. Les humanitaires sont déjà de plus en plus souvent victimes d'attaques. Rien que l'année dernière, 172 actes de violence envers des humanitaires ont été répertoriés en Afghanistan, dont 16 ont eu une issue fatale. C'est pourquoi les Nations unies (ONU) ont



Les anciens enfants-soldats du Congo

« Même si cela me donne des cauchemars, il est devenu normal de tuer pour moi, comme de serrer la main pour dire bonjour », déclare l'un des anciens enfants-soldats qui cherchent aujourd'hui la voie vers une nouvelle vie avec l'aide de Caritas. Pamela, seulement 13 ans, raconte de son côté : « Je fais encore des cauchemars et me réveille en criant. Même quand je ne dors pas, je fais des cauchemars. J'entends que l'on menace de me tuer ».

Après leur libération des rangs des milices, les enfants-soldats ont besoin d'un accompagnement particulier. Beaucoup d'entre eux sont traumatisés, leurs perspectives d'avenir sont compromises. L'objectif du projet est de les désarmer et de les réintégrer à la vie civile. Pour cela, ils doivent pouvoir retourner dans leurs familles. Dans ce but, Caritas aide cinq centres de transition où garçons et filles bénéficient d'un suivi médical et psychologique. L'opinion publique, elle, doit être sensibilisée aux droits des enfants, et ce également afin d'accroître la pression sur les chefs des milices pour qu'ils libèrent les enfants.

Avec le soutien du département international de Caritas Allemagne, Caritas Goma s'engage depuis plus de 15 ans pour les anciens enfants-soldats dans le Nord-Est du Congo et a déjà obtenu la libération d'un grand nombre d'entre eux.

divisé par deux le nombre de leurs collaborateurs sur place, tandis que d'autres organisations se sont retirées des régions particulièrement menacées ou ont quitté le pays. C'est aussi pourquoi le département international de Caritas Allemagne et d'autres organisations caritatives allemandes refusent par principe toute collaboration entre civils et militaires telle qu'elle est pratiquée en Afghanistan.

Cette attitude claire n'exprime pas une position politique, c'est la conséquence logique de nombreuses années d'expérience. Car l'aide humanitaire de qualité et efficace requiert, surtout dans les zones de guerre et de crise, une collaboration basée sur la confiance avec ses partenaires et la population civile. Une coopération directe avec les militaires menacerait cette confiance. Elle contredirait par ailleurs les convictions, parfaitement résumées par la chef de projet de Caritas Irak, Iman Shamaoun : « Nous suivons une ligne très ambitieuse : nous souhaitons contribuer à la construction d'une société civile en paix. Dans nos centres, Arabes et Kurdes, sunnites, chiites et chrétiens se mélangent. Cela n'est pas tellement facile, ni possible, ailleurs en Irak.

L'année dernière, le département international de Caritas Allemagne a pu mettre en œuvre 37 projets en Afghanistan pour un volume total de 1,88 millions d'euros, les secours vont de l'aide pour l'hiver au travail sur le traumatisme avec les victimes de la guerre. En Irak, les dix projets sont centrés sur le travail avec les enfants et les expatriés, près de 250 000 euros au total y ont été consacrés. Au Congo, 47 projets, notamment avec d'anciens enfants soldats (p. 11), ont été financés avec plus de 3,6 millions d'euros. »



La lecture et la formation en général sont devenues un véritable luxe dans de nombreux pays où règne la guerre ou la guerre civile. © Caritas Allemagne, Martin Gerner

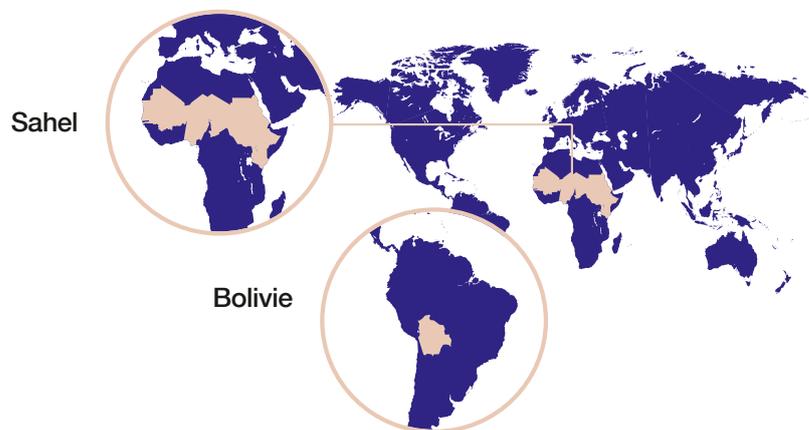
Contre vents et marées

Le changement climatique est à l'origine de sécheresses, inondations et ouragans de plus en plus fréquents. Le département international de Caritas Allemagne s'engage dans des projets de prévention de ces catastrophes, notamment en Bolivie, dans plusieurs pays du Sahel ou au Bangladesh, mais aussi sur le terrain politique à travers des accords nationaux et internationaux.



Les puits, citernes et réservoirs d'eau peuvent aider à surmonter les sécheresses persistantes. © Paul Jeffrey

Le département international de Caritas Allemagne finance des projets de prévention des catastrophes dans le monde entier. Dans le Nord-Est du Brésil, la campagne « Pas de famille sans citerne » a été lancée après la grande sécheresse de 1998 et a aujourd'hui pourvu plusieurs milliers de familles d'une alimentation en eau potable sûre. Au total, un million de réservoirs d'eau doivent être construits. Au Bangladesh, Caritas a construit des bâtiments de protection après le cyclone Sidr de novembre 2007 et mis en place un système d'alerte. Ces mesures profitent à environ 4,7 millions d'habitants du pays.



Partons pour un voyage virtuel autour du monde de l'année 2009. Le départ est en Afrique orientale. « Le Kenya », rapportait le journal en ligne « Schattenblick » cet automne, « vit sa quatrième année consécutive de sécheresse. » Des millions d'hommes souffrent de la faim, les récoltes sont si maigres que le bétail doit être abattu. « Les scientifiques », poursuit l'article, « ne disposeraient cependant pas d'une base statistique assez large. Il ne faudrait pas compter les voir affirmer formellement qu'il s'agit d'un signe certain de changement climatique. Par ailleurs, les faibles précipitations pendant plusieurs années consécutives font partie des pronostics des chercheurs climatologues générés par ordinateur pour l'Afrique orientale. »

Poursuivons notre voyage vers le Centre et l'Ouest du continent. Du Tchad au Sénégal, en passant par le Niger et le Mali, tout le Sud du Sahel a connu de graves inondations. « Au Burkina Faso », rapporte le quotidien *Süddeutsche Zeitung* le 8 septembre, « où il a autant plu la semaine dernière en une journée que sinon en une année entière, on compte près de 200 000 sans-abri. » Il y a eu plus de 150 morts et plusieurs millions d'habitants de toute la région sont touchés par les plus fortes pluies depuis 90 ans.

De l'autre côté de l'Atlantique aussi, la météo fait des siennes. Le *Rheinische Post* évoque ainsi le 25 mai un « désordre climatique en Amazonie » : « Dans tout le bassin de l'Amazone, les habitants des berges surélevent leurs maisons sur pilotis pour se maintenir littéralement hors de l'eau, 44 sont morts dans les eaux montantes, 376 000 sont sans-abri. » Là aussi, les scientifiques se demandent comment un tel amoncellement de phénomènes extrêmes a bien pu se produire. « Les inondations ne sont pas rares dans la région », continue le journal, « mais cette année, les masses d'eau sont montées plus haut et sont restées plus longtemps que

depuis des dizaines d'années. Pourtant, alors que les arbres fruitiers sont aujourd'hui totalement submergés, on a connu il y a seulement quatre ans une telle sécheresse que les poissons à sec mouraient en masse. »

Nous pourrions poursuivre notre voyage sur les hauteurs des Andes où les glaciers fondent, en Amérique centrale où l'ouragan Ida a coûté la vie de plusieurs centaines de personnes, jusqu'en Asie où les Philippines ont été victimes l'année dernière de toute une série de violentes tempêtes et inondations. Face à toutes ces catastrophes climatiques, la question des causes se pose. Quelle part y prennent les changements climatiques mondiaux ? Peut-on sérieusement ou non placer les différents événements météorologiques dans le contexte du débat climatique ? S'agit-il d'une hypothèse scientifiquement justifiable ?

« Il a autant plu en une journée que sinon en une année entière. »

« Au Kenya, on discute beaucoup pour savoir si la sécheresse persistante est ou non une conséquence du changement climatique mondial », explique Janet Mangera, secrétaire nationale de Caritas Kenya, « les gens notent les changements de temps et se demandent quelles peuvent en être les causes. » Janet Mangera fait partie d'une délégation de 40 personnes de Caritas Internationalis qui s'est rendue à Copenhague en décembre 2009 pour intervenir en faveur de « Climate Justice », de plus de justice climatique. Il ne s'agit pas de conclure au changement climatique à chaque inondation, chaque sécheresse et chaque tempête et de perdre de vue les autres causes. De même, on ne peut pas attendre la science pour faire quelque chose. Caritas a décidé de faire des conséquences du changement climatique l'une des priorités absolues de son action internationale, au



Les populations locales connaissent le mieux la situation sur place. Aucune prévention des catastrophes efficace n'est possible sans elles.

© Caritas Allemagne, José Lavayen Tamayo

moyen de projets concrets de prévention des catastrophes comme sous forme d'une campagne politique à long terme.

Car ce qui est difficile à prouver au niveau individuel prend de plus en plus corps dans son ensemble : le nombre de catastrophes d'origine climatique ne cesse de croître : si l'on comptait environ 200 catastrophes humanitaires par an il y a 20 ans, on en est aujourd'hui au double, dont 70 pour cent dues au climat. De même, il est désormais clair que le changement climatique est surtout dû aux gaz polluants émis par les transports, le chauffage et l'industrie – essentiellement dans les pays industrialisés. D'un autre côté, les populations les plus touchées sont celles déjà largement victimes de la pauvreté et de la faim, dans les régions sensibles du Sahel ou en Asie du Sud-Est, Amérique centrale et partout où les tempêtes tropicales font sinon des ravages.

Appréhender le changement climatique comme un phénomène très complexe aux effets mondiaux implique d'agir avec la flexibilité correspondante. C'est toute la force d'une association telle que Caritas. Caritas Allemagne a lancé des projets comme le « Stromspar-Check » (chèque économies d'énergie) pour stimuler une protection active du climat en aidant les ménages allemands aux revenus modestes à réduire leur consommation d'énergie. Au niveau local et diocésain aussi, les bâtiments sont isolés et on a recours à l'énergie solaire pour réduire les émissions de dioxyde de carbone.

Parallèlement, le département international de Caritas Allemagne soutient plusieurs projets qui agissent contre les effets des modifications climatiques. C'est le cas au Bangladesh : la population y vit depuis toujours entre cyclones et inondations. Mais leur fréquence et leur force augmentent.

La construction de bâtiments de protection, avec le soutien de Caritas, a permis de réduire le nombre de victimes des catastrophes. Les populations disposent désormais d'un refuge si l'eau envahit leur village. En Afrique de l'Ouest, la prévention passe par la gestion de l'eau. Les pluies y sont rares, mais violentes. Des réservoirs collecteurs d'eau et des citernes permettent de recueillir plus d'eau pour les saisons sèches.

En Bolivie, la prévention des catastrophes est plus complexe. Un projet-modèle de Caritas Bolivie, soutenu par le département international de Caritas Allemagne, auquel participent 35 villages de quatre zones climatiques différentes teste des mesures très diverses. Si par exemple un village des hauts plateaux souffre du manque d'eau, un autre village plus bas dans la vallée est coupé du monde extérieur pendant plusieurs mois au printemps à cause des inondations. L'objectif est donc de développer des systèmes de prévoyance et d'alarme entre les villages, de résoudre les questions techniques pour la construction de digues et de structures de rétention d'eau, ainsi que de faire participer les personnes touchées pour qu'elles partagent leur expérience.

En trois ans, un programme a vu le jour qui prévoit la construction de ponts stables, de digues et de pompes pour l'approvisionnement en eau potable. Dans les régions touchées par les inondations, des indicateurs de niveau d'eau ont été mis en place dont les alertes sont retransmises par radio. Des formations sont également organisées, des séminaires et programmes d'apprentissage développés, afin de transmettre le savoir-faire. Le programme a été désormais étendu à tout le pays. Un succès, et pas seulement pour l'action de Caritas en Bolivie. En effet, le projet démontre que les hommes ne sont pas sans défense face au changement climatique, mais qu'ils peuvent agir contre, au niveau local comme au niveau mondial.

Sommet de Copenhague sur le climat

Retour
en arrière
du 7 au 18 décembre



Au total, 40 collaborateurs de Caritas du monde entier se sont rendus à Copenhague en décembre pour demander à la Conférence mondiale sur le climat des Nations unies des engagements fermes des pays industrialisés à réduire leurs émissions de dioxyde de carbone et le soutien financier des populations les plus touchées par les changements climatiques. Le sommet a échoué, mais la campagne de Caritas pour la « Climate Justice » (justice climatique) continue. Fin 2010, un nouvel élan doit être pris à la prochaine conférence de Mexico. Trois représentants de Caritas du Guatemala, du Kenya et d'Inde montrent l'importance d'agir rapidement.

« L'Amérique centrale est frappée par des ouragans année après année. La protection de l'environnement et le progrès social sont autant nécessaires l'une que l'autre. Car ce sont les plus pauvres qui sont le plus touchés, ceux qui vivent en bas des pentes ou à proximité des cours d'eau et sont donc sans défense, à la merci des glissements de terrain et des inondations. »



Manuel de J. Morán Hidalgo a représenté Caritas Salvador à la Conférence sur le climat de l'ONU de Copenhague, en décembre 2009.

« Les sécheresses des années passées ont durement frappé le Kenya. Nous pouvons apaiser les besoins urgents en creusant des puits et faisant des réserves d'eau. Mais pour venir à bout des conséquences à long terme du changement climatique, les pays industrialisés – les responsables du réchauffement de l'atmosphère – doivent faire quelque chose eux aussi. »



Janet Magera, secrétaire nationale de Caritas Kenya, est membre du groupe de travail de Caritas Internationalis qui étudie les conséquences du changement climatique.

« En Inde, les effets du changement climatique sont très nets. Dans le Nord, nous devons faire face à la fonte des glaciers de l'Himalaya, ce qui entraîne souvent des inondations et à long terme une pénurie d'eau. Dans le Sud, les inondations se multiplient du fait des pluies de mousson de plus en plus violentes. »



Sunil Simon travaille pour Caritas Inde dans le domaine du développement rural et de la protection du climat.

La brochure « Klimagerechtigkeit » (Justice climatique) est disponible gratuitement auprès du département international de Caritas Allemagne (Caritas international), Referat Öffentlichkeitsarbeit, Postfach 420, 79004 Freiburg, Allemagne.

Tempêtes et inondations semaine après semaine

En automne, la saison des typhons, l'Asie de l'Est et du Sud-Est est souvent balayée par plusieurs tempêtes qui se succèdent à de courts intervalles. En 2009, elles ont été plus dévastatrices que les années précédentes. Les Philippines, le Cambodge et le Viêt-Nam ont été particulièrement touchés.



Après le typhon, des villes et des paysages entiers sont submergés par les eaux. © REUTERS/Cheryl Ravelo

Viêt-Nam - Philippines



En l'espace de cinq semaines seulement, de fin septembre à début novembre, les îles du Nord des Philippines ont été frappées trois fois par un violent cyclone. Les typhons Ketsana, Parma et Mirinae ont causé d'importantes destructions dans la région et ont entraîné grandes marées, inondations, coulées de boue et glissements de terrain. On compte près de 1000 morts, pour un total de trois millions de victimes. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans 27 provinces. Le continent asiatique a également été touché. Au Viêt-Nam et au Cambodge, il y a eu plusieurs centaines de morts et des régions entières ont été submergées pendant plusieurs semaines.

« Nous sommes particulièrement inquiets pour les millions de pauvres qui logent dans des cabanes en tôle ondulée sous les ponts, au bord des fleuves et dans des dépressions de terrain », explique Anton Pascal, le directeur de Caritas Manille. « Avec 16 000 mères dans le besoin, nous poursuivons un projet de micro crédit, 90 pour cent ont tout perdu avec les typhons. »

Dans les bidonvilles de Manille, on a de nouveau pu voir à quel point l'étendue d'une catastrophe dépend des conditions et du cadre social. Les plus touchés ont été ceux qui vivaient au bord des cours d'eau ou qui occupaient les pentes et les zones difficiles d'accès. Ils ne pouvaient pas se permettre de construire à des endroits sûrs, ils devaient, et doivent encore, vivre sans système d'évacuation des eaux usées et se contenter d'infrastructures misérables. C'est le cas, par exemple, des habitants de La Trinidad, une ville ensevelie sous un versant qui s'est effondré. Le glissement de terrain a recouvert 32 maisons dont les habitants ont été surpris dans leur sommeil. Aucun n'a pu se sauver.

Le réseau international Caritas a fourni, en collaboration avec l'université St. Pauls de Manille, de la nourriture, des

vêtements secs, des moustiquaires, des articles de toilette et des médicaments contre la diarrhée à 16 000 familles (80 000 personnes).

« Ce sont les pauvres qui vivent au bord des cours d'eau qui sont particulièrement touchés. »

Outre cette aide d'urgence indispensable, le soutien du département international de Caritas Allemagne vise toujours aussi la prévention. Au Viêt-Nam par exemple, la construction d'un bâtiment multifonctions de deux étages dans la commune de Hai Thanh offre à la fois une protection contre les catastrophes et une évolution sociale : il sert de jardin d'enfants où les enfants de 3 à 5 ans de familles pauvres se préparent à l'école primaire, mais aussi de refuge pour la population locale en période d'inondations.

Ce concept de bâtiments de protection centraux, érigés à des endroits le plus abordables possible et accessibles à de nombreux habitants, a depuis fait ses preuves dans de nombreux pays. Au Bangladesh par exemple, le département international de Caritas Allemagne a financé de telles constructions. Elles ont permis de réduire considérablement le nombre de victimes des tempêtes et des inondations. C'est un succès de la prévention ciblée des catastrophes.

Le département international de Caritas Allemagne a apporté une aide d'urgence aux pays concernés au sein du groupement mondial Caritas. En 2009, un total de 600 000 euros a été affecté à des projets au Viêt-Nam et 137 000 euros aux Philippines.

« Il existe des moyens simples d'endiguer le choléra »

Au Zimbabwe, une épidémie de choléra se propage depuis 2008 qui a déjà touché des dizaines de milliers d'individus et a coûté la vie à plusieurs milliers. Le département international de Caritas Allemagne a lancé un projet de secours d'urgence pour venir en aide directement aux malades et éviter la propagation de la maladie. Joost Butenop, médecin, explique dans une interview l'aide médicale d'urgence au Zimbabwe, le développement dans ce pays du Sud-Est de l'Afrique et le travail de Caritas.



« Les hôpitaux sont mal équipés, le personnel n'est pas assez payé. »

© Caritas Allemagne



Le Dr Joost Butenop, médecin et expert médical du département international de Caritas Allemagne, conseille le personnel médical sur place et organise des formations sur l'hygiène, l'utilisation de l'eau et les premiers secours.

© Caritas Allemagne

Vous étiez au Zimbabwe début 2009 alors que l'épidémie de choléra n'était pas encore sous contrôle. Aujourd'hui, on n'en entend plus parler. La situation s'est-elle si rapidement améliorée ?

Butenop: Non, les conditions restent insuffisantes. Les infrastructures, les soins médicaux, l'agriculture – rien ne fonctionne, ou très mal, au Zimbabwe. Cela n'a pas changé depuis l'année dernière. Les hôpitaux sont mal équipés, ils manquent de matériel et le personnel n'est pas assez payé. Ce qui a changé, c'est l'attitude des gens. Ils ont appris rapidement, ce qui explique que le choléra n'ait pas fait autant de victimes cette année.

Mais suffit-il d'apprendre ?

Butenop: Non, il faut aussi remédier aux causes de l'épidémie, notamment les conditions d'hygiène, l'approvisionnement en eau déplorable et le système d'évacuation en général. Mais pour commencer, il est important de stopper la contamination par certains comportements : faire bouillir l'eau avant de la boire et se laver les mains sont les deux règles essentielles. Nous avons placé l'éducation de la population sur ces questions au centre du projet Caritas, avec des formations et des cours dans les hôpitaux.

Concrètement, comment se présente la lutte contre le choléra ?

Butenop: C'est d'abord une lutte contre la contamination. Il y a un an, on comptait presque 100 000 cas de choléra, cette année ils sont moins de 500. Les nouvelles habitudes dont je viens de parler y sont pour beaucoup. Mais en plus de l'éducation sanitaire et de la mise à disposition d'eau potable, il faut isoler strictement les malades dans les hôpitaux. C'est un processus très coûteux, mais cela fonctionne aujourd'hui bien mieux qu'il y a un an.

Zimbabwe

**Qu'est-ce qui rend le choléra si dangereux ?**

C'est une maladie très contagieuse qui se répand très facilement. Elle est causée par une bactérie transmise par voie fécale-orale, le plus souvent lorsqu'elle parvient dans l'eau potable avec des matières fécales. Dans l'intestin, les bactéries se multiplient et entraînent une élimination massive d'eau. Alors que l'eau des intestins gagne normalement le reste du corps, c'est le contraire qui se produit avec le choléra. Les bactéries sécrètent une substance toxique qui « lessive » l'eau contenue dans le corps via les intestins, et ce en grandes quantités, parfois jusqu'à huit litres par jour. Si le patient ne contre pas le processus avec un apport d'eau assez important, l'organisme se dessèche littéralement. Sans traitement, la maladie entraîne très rapidement la mort.

En quoi consiste le traitement médical ?

Il est simple : les patients doivent boire le plus possible de solution d'eau salée. Lorsque cela n'est plus possible, l'eau salée est administrée par perfusion. Il n'y a là rien de compliqué ni de très long. En général, les malades rentrent chez eux dès le troisième jour, même s'ils ont été hospitalisés à demi-morts.

L'épidémie est désormais sous contrôle. Comment se poursuit le travail au Zimbabwe ?

Il s'agit encore de santé publique, de tout ce qu'il faut faire hors de l'hôpital. Et aussi d'un travail d'éducation des populations. Mais il faut aussi reconstruire le système d'approvisionnement et d'évacuation de l'eau, et améliorer les infrastructures sanitaires en général. À Harare, le système traditionnel était de bonne qualité, on pouvait boire l'eau du robinet. Mais avec le temps, les conduites se sont dégradées, des fuites ont introduit des eaux usées dans les conduites d'eau potable, qui a été contaminée par des agents pathogènes du choléra. L'exemple est révélateur : la prévention est nécessaire. Nous aidons nos partenaires dans ce sens.

Aider les orphelins du Sida au Zimbabwe



© David Snyder, Caritas Internationalis

Le Zimbabwe est l'un des pays du monde les plus touchés par le VIH et le Sida : 35 pour cent des adultes et des jeunes de 15 à 49 ans sont infectés par le virus IH, 80 pour cent des jeunes infectés sont des jeunes filles. Aujourd'hui, plus de 100 000 personnes meurent chaque année des suites de la maladie. Les familles se disloquent et laissent des orphelins du SIDA : au Zimbabwe, ils sont 1,6 million, soit dix pour cent de la population environ.

Caritas Zimbabwe lutte contre la discrimination et la violence dans une société marquée par une extrême pauvreté. Le travail avec les orphelins du SIDA et les deux millions de personnes qui vivent avec le virus est au cœur des projets. Le département international de Caritas Allemagne apporte un soutien financier et des conseils.

Une famille dans le monde entier

Après les tremblements de terre qui ont fait près de 1000 morts à Sumatra les 30 septembre et 1er octobre 2009, de nombreux secouristes du réseau international Caritas sont engagés dans l'aide d'urgence. Ils assistent les collaborateurs locaux. Un récit vécu de Christina Grawe.



C'est un bâtiment scolaire tout simple en périphérie de Padang. Alors que les maisons voisines se sont presque toutes écroulées, deux grandes salles sont restées debout. Elles sont construites en bois. Mais aucun enfant n'y joue ces jours-ci, ils ont été remplacés par une agitation frénétique : voitures et cyclomoteurs traversent sans cesse la petite cour de récréation.

Nous sommes le 8 octobre 2009, une semaine après le terrible tremblement de terre. Les collaborateurs du réseau Caritas du monde entier se retrouvent ici : Laura d'Amérique, Tim d'Australie, Yudhi d'Indonésie, et bien d'autres. Martin vient d'arriver de République tchèque. Il entame aussitôt la discussion avec son collègue allemand Fabian : « Nous pouvons trouver de l'argent pour le transport de vos tentes ». Il n'y a pas de temps à perdre en bavardages inutiles. Appels téléphoniques, e-mails et négociations sont lancés sans attendre.

Toute la journée, un générateur ronfle. À l'intérieur, sur de petits bancs d'écoliers bancaux, l'aide est planifiée. C'est la centrale improvisée du département international de Caritas Allemagne et de ses partenaires du monde entier. Un habitant de la commune a réussi en deux jours à installer une connexion Internet qui fonctionne.

L'air sent la cigarette au clou de girofle et l'œuf grillé. Dans un coin, les femmes de la paroisse catholique ont installé une cuisine et nous fournissent en riz, œufs et légumes. Au tableau sont inscrits les résultats de la réunion de coordination de la veille, quelqu'un a écrit dans un coin « Qui a de la vitamine C ? » Éloi le Français a des comprimés. À côté de la cour encombrée par les véhicules garés, quelques tentes sont plantées, une bâche a été tendue pour tenir lieu de toilettes et de douche improvisées. On dort dans l'un des bâtiments, par terre. Il n'y a quasiment plus aucun hôtel intact en ville.

Les premiers secours fournissent un toit et le nécessaire vital.

La nostalgie de chez-soi demeure. © Caritas Allemagne

Indonésie



Au milieu, un homme âgé au regard sérieux, il a posé lui aussi son ordinateur portable sur une table d'enfant de guingois, il s'exprime alternativement en indonésien, anglais, allemand ou français. Son téléphone sonne : il parle couramment italien. « Le Vatican », explique-t-il avec un sourire.

C'est l'évêque de Padang. Monseigneur Martinus Dogma Situmorang. Seul l'anneau à son doigt indique sa haute position dans l'église. « Est-ce que vous avez trouvé un endroit où dormir, vous et les autres Allemands ? », me demande-t-il. Sa maison a aussi souffert du tremblement de terre, explique-t-il, mais nous pourrions au moins y trouver un toit et de l'eau pure.

Âgé de 62 ans, il vit depuis 26 ans à Padang et a déjà connu de nombreux tremblements de terre moins importants. Mais aussi quelques-uns plus importants. « Nous n'avons toujours pas fini de reconstruire sur les îles Mentawai » soupire-t-il. Elles ont été en grande partie détruites par deux graves tremblements de terre en 2007. Mais la sympathie du monde entier et les représentants de tous les pays qui planifient et fournissent l'aide dans cette petite école en périphérie de Padang lui montrent avec force que, poursuit-il, nous sommes tous dans le monde entier « una famiglia ». Et ça, affirme Mgr Martinus, « c'est une pensée bonne et consolante, même, ou peut-être justement, dans cette situation. »

Le réseau international Caritas chiffre son aide à Sumatra à 1,2 millions d'euros jusqu'à la fin des phases de reconstruction. Le travail de Caritas Allemagne a été rendu possible par les dons et par 136 000 euros apportés par le Ministère allemand des affaires étrangères. Cette subvention a permis de financer les tentes pour les victimes.

Le tsunami à Tonga et Samoa



© David Snyder, Caritas Internationalis

Un tremblement de terre qui a créé d'énormes vagues – aussi appelées tsunamis – a tué une cinquantaine de personnes à Tonga et Samoa en septembre 2009, tandis que beaucoup ont perdu leur maison.

« Le département international de Caritas Allemagne et Caritas Autriche ont promis très rapidement leur soutien », rapporte Tim Walsh, coordinateur régional de Caritas Océanie, « cela nous a encouragés à démarrer tout aussi rapidement la reconstruction. » Caritas Nouvelle-Zélande et Caritas Australie ont apporté une aide immédiate pour assister les secouristes locaux. Caritas Océanie a aussi pu, en accord avec « Habitat pour l'humanité », une organisation non-gouvernementale de Samoa, assurer la construction d'un groupe de 80 maisons.

Le plaisir de la vie en communauté

En Afrique du Sud, tout ou presque tourne autour de la jeunesse. L'image du pays est marquée par les hommes d'affaires prospères, les enfants défavorisés des bantoustans et les bandes de jeunes. La vie de la génération précédente est peu connue. Or, beaucoup de personnes âgées vivent dans la pauvreté et en marge de la société. Noah ou « Neighbourhood Old Age Homes » (Foyers de voisinage pour personnes âgées) veut changer les choses. Pour cela, le projet-modèle mené au Cap mise sur l'entraide entre voisins et l'accompagnement au logement pour les seniors.

Winnie Kaleni n'a aucun doute sur l'endroit où elle voudrait mourir. La vieille dame vient tous les jours au Centre de voisinage Caritas pour personnes âgées de son township de Khayelitsha, au Cap – tant qu'elle est encore assez mobile. Et quand ses forces viendront à baisser, elle n'envisage pas d'autre solution que : « là-bas, nulle part ailleurs » souligne-t-elle en pointant d'un doigt énergique le bâtiment voisin du Centre de voisinage où Noah propose des logements accompagnés aux personnes dans le besoin. Mais Winnie Kaleni n'en est pas encore là. À 66 ans, elle habite une baraque du township avec sa sœur. Elle a toujours vécu au jour le jour comme domestique, jusqu'à ce qu'une grave maladie l'empêche de continuer à travailler. Au Centre de voisinage, Winnie Kaleni s'est véritablement épanouie : elle y rassemble toutes ses forces et s'engage dans le comité d'organisation.

Home, Health and Happiness : sécurité, santé et bonheur, telle est, librement traduite, la devise de Noah, l'organisation de Caritas pour les personnes âgées dans le besoin. Les activités proposées vont du karaoké au théâtre, des groupes de discussion sur les problèmes des seniors aux excursions au Cap ou dans les environs. Récemment par exemple, Noah a organisé une visite de l'île pénitentiaire Robben Island où Nelson Mandela et de nombreux autres prisonniers politiques ont été détenus sous l'apartheid. Pour Noah, ces thèmes font partie intégrante du programme : depuis sa création il y a 28 ans, le projet se veut aussi une organisation des droits de l'homme antiraciste qui soutient les personnes âgées dans le besoin pour qu'elles aient la force de répondre d'elles-mêmes et de leurs droits. En 1981, lorsque Noah a lancé ses groupes d'habitat et centres de voisinage pour tous quel que soit la couleur de leur peau, le projet était encore illégal. C'était l'époque des lois raciales très strictes. Mais aujourd'hui encore, dans la nation arc-en-ciel tant prisée, la cohabitation des blancs et des noirs

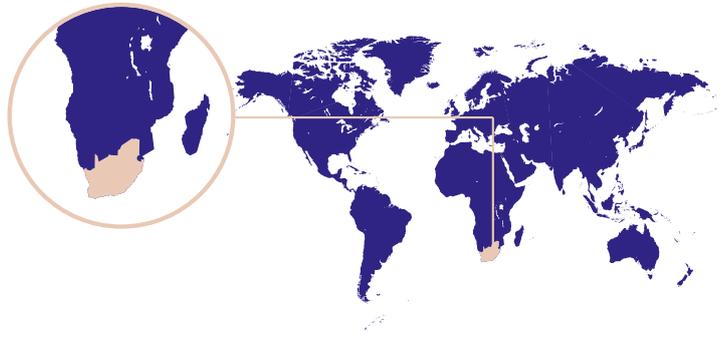
n'est pas une évidence.

Outre les deux centres de voisinage, Noah a fondé douze logements communautaires pour personnes âgées dans huit quartiers du Cap. Chaque maison peut loger jusqu'à neuf personnes qui organisent de manière autonome leur vie commune. Toutes les fois où elles ont besoin d'aide, les collaborateurs de Noah les conseillent et les soutiennent. Et ce également en cas de problèmes de santé, car les visites régulières comprennent aussi les soins et le suivi médical.

Par ailleurs, NOAH gère une consultation gériatrique externe dans le quartier central de Woodstock, une petite clinique spécialisée dans les besoins des personnes âgées et destinée, mais pas uniquement, aux habitants des maisons Noah. Winnie Kaleni connaît et apprécie d'expérience ce service. En effet, la politique sociale de l'Afrique du Sud vise avant tout les jeunes - et les énormes problèmes du VIH/Sida, du chômage et du taux de criminalité. Les anciens ne rentrent souvent dans aucun schéma. Pourtant, ce sont eux qui assument bon nombre des problèmes sociaux de l'Afrique du Sud moderne. C'est sur eux, qui ont grandi sous le régime de l'injustice et de la ségrégation raciale et qui ont lutté pour l'avènement d'une ère nouvelle, que repose souvent la responsabilité de leurs enfants et petits-enfants : 60 pour cent des orphelins sont élevés par leurs grands-parents.

C'est pourquoi, pour l'énergique Winnie Kaleni, le plus important reste le renforcement des aides aux personnes âgées. « Ici, à Noah, nous allons bien, mais il y a bien trop peu de maisons comme ça ! Ma sœur, mes amies, mes voisins : ils veulent tous venir, mais il n'y a pas assez de places. »

Afrique du Sud



*« Beaucoup veulent venir, mais il n'y a pas assez de places. »
Winnie Kaleni (à g.) et Julia Siyo au centre pour personnes âgées
Noah. © Caritas Allemagne*

Des amis qui se ressemblent et d'autres pas

De nombreux juifs du monde entier cherchent chaque année refuge en Israël. Les non-juifs sont cependant de plus en plus nombreux à émigrer aussi. Ils apportent une richesse culturelle au pays, mais les tensions ne sont pas non plus rares. Le Jaffa Institute favorise l'intégration sociale en Israël – surtout des enfants immigrés.



Chris et ses amis à l'école du Jaffa Institute.

© Caritas Allemagne

Le « Jaffa Institute », fondé il y a 25 ans, est une organisation non gouvernementale juive israélienne exclusivement financée par des dons. Son objectif est d'aider les enfants de Jaffa issus de milieux sociaux défavorisés, et ce quelles que soient leur religion ou leur appartenance ethnique. Pour cela, des programmes d'apprentissage, de créativité, de prévention de la violence et anti-drogue sont proposés. La collaboration avec le département international de Caritas Allemagne a commencé il y a cinq ans.

Israël



Israël est par définition un pays d'immigration, puisque le pays a été créé pour tenir lieu de refuge aux juifs du monde entier. Mais l'intégration de nombreux arrivants de pays très différents n'est pas chose aisée, d'autant plus que depuis le début des années 1990, de plus en plus de travailleurs immigrés non-juifs arrivent en plus des immigrants juifs. Beaucoup des familles d'immigrants sont pauvres, elles se heurtent à la discrimination et, dans de nombreux cas, à des conflits identitaires. Les déficits linguistiques et de formation des immigrants et de leurs enfants ne facilitent pas leur intégration. C'est là qu'intervient le Jaffa Institute.

À huit ans, Chris est un élève-modèle. Il aime venir ici, à l'école Yarden, au Sud de Tel Aviv. Pourtant, les conditions dans lesquelles il vit sont tout sauf bonnes. Il y a cinq ans, il est arrivé du Nigeria avec ses parents, ses deux plus jeunes frères sont venus au monde à Tel Aviv. Le père de Chris a été expulsé d'Israël il y a deux ans parce que son visa avait expiré. Depuis, sa mère subvient seule aux besoins de sa famille, elle fait des ménages pour un salaire modeste, souvent plus de douze heures par jour. Et Chris doit s'occuper de ses petits frères après l'école dans l'étroit logement.

C'est une grande responsabilité pour un enfant de huit ans. Avec la séparation de sa famille nigériane, surtout de sa grand-mère, elle a laissé des traces dans son âme d'enfant. Il parle de la peur qu'il ressent à l'idée de vivre séparé de sa mère et de ses frères. « Mais quand je viens à l'école l'après-midi, je me sens en sécurité. J'aime beaucoup l'école », dit-il. « Ici, je me sens comme tous les autres : j'apprends et j'ai un repas chaud. C'est seulement à l'école que je me sens bien. »

Le département international de Caritas Allemagne apporte son soutien au Jaffa Institute qui offre à 70 écoliers comme Chris quatre heures de cours

supplémentaires par jour et des activités de loisirs. Les enfants défavorisés doivent ainsi briser le cercle vicieux de la pauvreté et s'intégrer à la société israélienne. Outre l'aide aux devoirs classiques, la lecture, l'écriture et la préparation des contrôles et examens, il s'agit aussi d'apprendre en jouant. Notamment à travers des projets sportifs, des cours d'informatique ou techniques, ou encore toute autre activité qui plaît aux enfants. L'hébreu, l'éducation artistique, les maths ou les sciences naturelles ne sont ainsi pas uniquement des matières scolaires, mais sont transmis par le jeu à travers ces cours et activités de loisirs.

« Quand je viens à l'école, je me sens en sécurité. »

Pour le Jaffa Institute, c'est très important : les enfants doivent, certes, améliorer leurs résultats scolaires, mais aussi développer leurs capacités sociales et émotionnelles à travers les activités proposées en complément telles que cours de musique et de théâtre. Issaschar Dror, le directeur du Jaffa Institute, explique : « les progrès des enfants sont particulièrement visibles dans les domaines de la créativité et de l'expression personnelle : la peinture, la musique et d'autres activités stimulent leur potentiel créatif ce qui, à l'inverse, améliore leurs prestations cognitives et renforce leur estime d'eux-mêmes. »

La musique de différentes cultures, par exemple, permet de jeter des ponts entre langue et identité. Elle aide aussi Chris à se sentir intégré. « J'ai des amis qui me ressemblent et des amis qui ne me ressemblent pas du tout. »

Aider tôt pour aider mieux

Stimulation précoce, intégration et développement des enfants handicapés : le travail de Caritas au Kosovo est exemplaire. Outre des centres scolaires et de formation, un réseau a également été créé qui prend les familles en charge. Ses membres sont aidés par des bénévoles.

J'ai tout de suite vu que Blerion avait un problème. Sa tête était beaucoup trop grosse et déformée. Le médecin m'a dit que mon fils était hydrocéphale. Deux jours seulement après sa naissance, il a été opéré. Je me suis dit que maintenant tout irait bien, mais il y a eu des complications et le cerveau de Blerion a été lésé. J'étais désespérée à cette époque », raconte Myrvete Dullaj qui vit avec sa famille au Kosovo.

Élever un enfant handicapé au Kosovo est une tâche énorme. Myrvete Dullaj le sait bien. L'État n'aide quasiment pas les familles. Elles touchent uniquement un forfait de 100 euros par mois – alors que les coûts pour les traitements sont souvent considérablement plus élevés. Dans tout le pays, on ne trouve que peu de structures qui proposent de l'aide aux familles. Sans compter que le handicap est un sujet tabou au Kosovo. La naissance d'enfants comme Blerion est parfois tue avec honte et ils sont cachés par leurs familles.

Caritas Kosovo a décidé d'agir et a ouvert un jardin d'enfants intégratif et des ateliers d'apprentissage dans la ville de Prizren. En 2008, un centre de stimulation précoce pour nourrissons et jeunes enfants handicapés y a été ajouté. « L'aide précoce est la plus efficace », explique sa directrice Ida Delhysa. « Plus les enfants sont sollicités tôt et intensivement au niveau de la motricité et de la perception, de la réflexion et de la langue, plus ils seront en mesure de décider eux-mêmes de leur vie plus tard. »

Une équipe de physiothérapeutes, infirmières et travailleurs sociaux élabore pour chaque enfant – en 2009 ils étaient 38 – un plan de formation et de développement : les bébés viennent trois heures par semaine au centre et y sont sollicités individuellement. Les collaborateurs forment également les parents à la manière de se comporter avec leur enfant et les renseignent sur les causes du handicap, les symptômes caractéristiques et

les possibilités de traitement. Être informés et disposer d'un lieu d'accueil donne aux parents plus de stabilité et de sécurité. Les cercles de discussion y contribuent aussi en leur permettant d'échanger avec d'autres familles concernées une fois par mois.

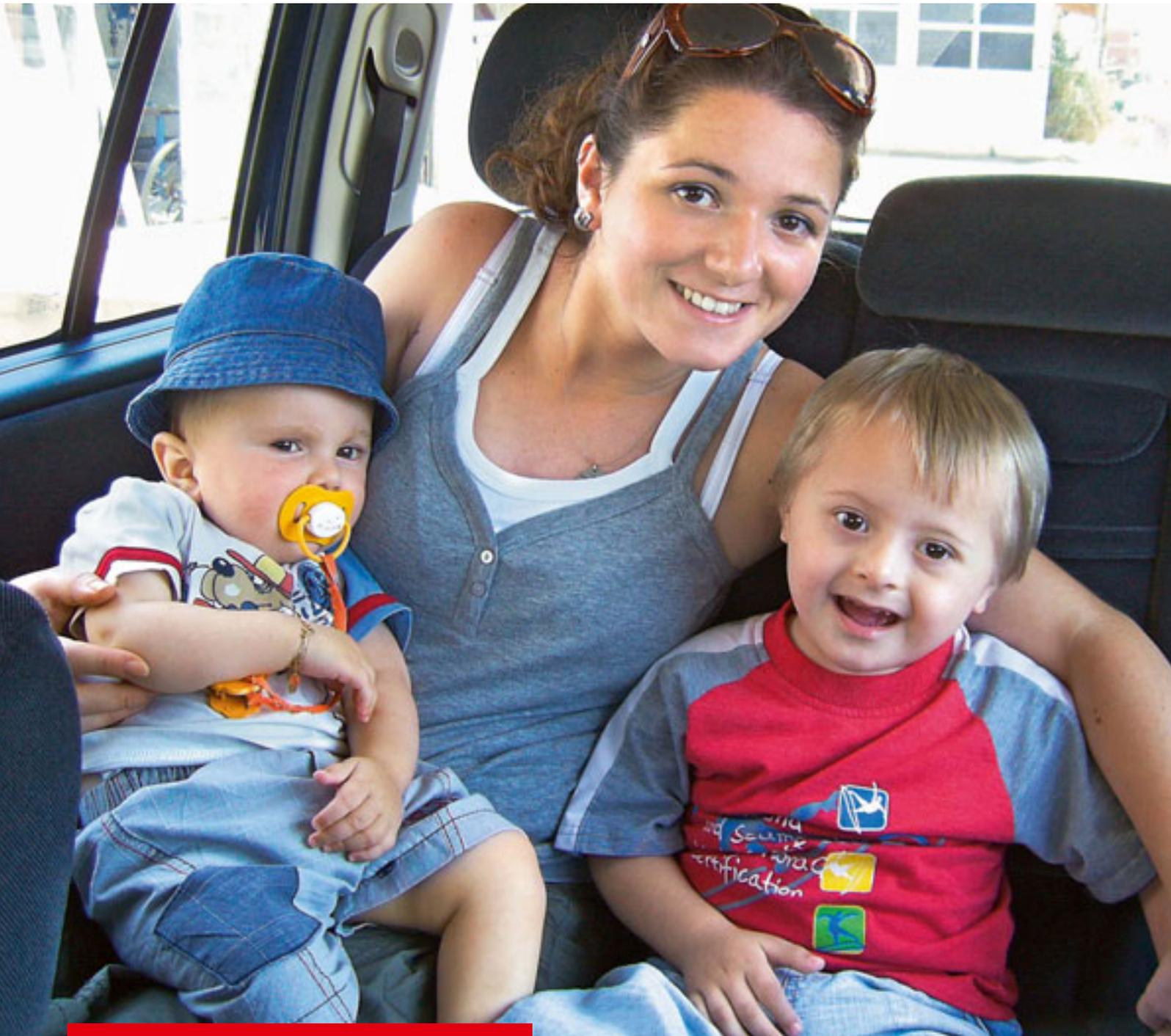
« L'attitude des Kosovars envers les personnes handicapées s'améliore lentement », explique Ida Delhysa. Certains parents craignent encore de paraître en public avec leur enfant handicapé. C'est pourquoi le Centre de stimulation précoce travaille main dans la main avec les cliniques locales et les associations d'handicapés. Ils s'informent mutuellement des nouveau-nés handicapés et mettent en place un réseau pour se charger des familles et les préserver de l'isolement.

« L'attitude des Kosovars envers les personnes handicapées s'améliore lentement. »

Des bénévoles s'empressent auprès des personnes concernées et proposent de l'aide. C'est ce qui s'est passé pour Myrvete Dullaj. « Lorsque j'ai brusquement vu deux femmes à ma porte, je me suis méfiée », se souvient-elle. « Mais quand elles m'ont proposé de l'aide, j'étais bien contente. Comme nous vivons très à l'écart, les membres de Caritas s'occupent de mon fils chez nous. Il s'est bien développé, il marche, commence à parler, rit et réagit à ma présence. Et je sais désormais comment aider Blerion à se développer. »

Le soutien aux personnes handicapées est au cœur de l'action de Caritas Allemagne. En 2009, plus de 3,3 millions d'euros ont été mis à la disposition de cet objectif.

Kosovo



Plus les enfants sont sollicités et intégrés tôt, plus ils seront en mesure de décider eux-mêmes de leur vie plus tard.

© Caritas Allemagne, Heinrich Schurad

„Eine Million Sterne“

58 associations et structures Caritas ont participé l'année dernière à la campagne 2009 « Dix millions d'étoiles ». L'idée, au départ française, est aujourd'hui une campagne de solidarité du réseau Caritas international mise en œuvre dans de nombreux pays européens pendant la période qui précède Noël.



S'engager pour plus de respect entre les hommes.

© Matthias Frühmorgen

La pluie et le vent étaient si forts ce 14 novembre 2009 que beaucoup de bougies ne se sont pas allumées. Mais la plupart des lumignons Caritas ont suffisamment résisté aux intempéries de sorte que la campagne « Dix millions d'étoiles » s'est finalement conclue une fois encore par un succès total. Sous l'égide du département international de Caritas Allemagne, 58 associations Caritas y ont participé dans toute l'Allemagne. Avec ces illuminations des centres-villes, Caritas fait chaque année un signe pour la solidarité et un monde plus juste pendant la période qui précède Noël. « Chaque bougie représente quelqu'un dans une situation difficile » explique Georg Cremer, secrétaire général de Caritas Allemagne, sur la place de la cathédrale de Fribourg. « Nous nous engageons pour plus de respect dans nos relations et une participation librement consentie à la vie de la communauté. » Cette année, les associations ont recueilli des fonds pour un projet de Caritas au Brésil. L'argent y profitera à des enfants qui vivent de la collecte et du tri des ordures.

La campagne a été particulièrement relayée par Caritas Mayence, parallèlement aux célébrations des 1000 ans de la cathédrale. Sous le slogan « Un million d'étoiles – pour la vie des enfants », 4300 bougies allumées ont formé le symbole Caritas de la croix flamboyante sur la place de la cathédrale – une pour chaque enfant de Mayence touché par la pauvreté. Ailleurs, les secouristes ont formé d'autres motifs en bougies : cercles, étoiles ou, de nouveau, la croix flamboyante de Caritas. Les collaborateurs de Caritas n'ont pas été les seuls à s'y mettre, l'idée en a inspiré d'autres qui ont contribué à sa réussite. Les élèves du collège de Gießen-Ost ont, par exemple, placé des bougies en forme d'étoile, de soleil et d'insigne de la paix sur la place de l'église, tandis qu'à Constance, des jeunes portant des bougies se sont dispersés dans les ruelles de la vieille ville et les ont toutes allumées en même temps.

Pour une politique de la drogue plus humaine

Les problèmes de drogue ne sont plus depuis longtemps cantonnés aux pays producteurs comme la Colombie ou l'Afghanistan, ni aux régions consommatrices des pays industrialisés. Le nombre de drogués augmente aussi dans de nombreux pays du Sud. Le département international de Caritas Allemagne a abordé le sujet lors du congrès international « Drogue : nouvelles formes de consommation, nouvelles réponses, nouvelle politique »

La demande mondiale de drogues illégales croît, les cultures d'opium, de coca et de cannabis se développent. L'objectif de l'assemblée générale de l'ONU, formulé en 1998 lors d'une séance extraordinaire consacrée à la drogue, de créer un monde sans drogues a été très largement manqué. La politique répressive des États, initiée en 1972 par les USA sous la forme d'une « guerre contre les drogues », n'a réduit, ni la production, ni le nombre d'aujourd'hui 250 millions consommateurs.

Du 21 au 23 janvier 2009, 120 participants de 26 pays se sont retrouvés à l'école supérieure Alice Salomon de formation au travail social (Alice Salomon Fachhochschule für Soziale Arbeit/ ASFH) de Berlin pour discuter d'une politique internationale de la drogue plus humaine au seuil d'une nouvelle décennie des drogues de l'ONU et présenter des alternatives à la « guerre contre les drogues ». Des experts internationaux tels que Ricardo Vargas, le vice-ministre de la santé colombien Carlos Ignacio Cuervo Valencia ou le chef du service de réduction de la demande de drogues du ministère afghan de la Santé, Dr Abdullah Wardack, y ont rencontré les étudiants et enseignants de l'ASFH, ainsi que des collaborateurs de Caritas du monde entier. Les participants ont évoqué leurs expériences, leurs conceptions et leurs méthodes, ils ont présenté leurs bases de travail et leurs projets, des ateliers ont permis les échanges et une position commune sur la consommation de drogue, la prévention et l'aide aux drogués a été élaborée. À la fin du congrès, un texte commun était rédigé, la « Déclaration du Berlin », qui formule les objectifs de la prochaine décennie des drogues de l'ONU.

La politique internationale de la drogue doit s'humaniser et miser plus sur la prévention, tel est l'appel lancé par Peter Neher, président de Caritas Allemagne, dans son discours adressé aux responsables. Oliver Müller, directeur du département international, a complété : « une politique de

Retour en arrière du 21 au 23 janvier

Congrès sur la drogue



© Caritas Allemagne

Le travail avec les drogués, comme ici en Indonésie, occupe Caritas dans de nombreux pays. Le Congrès international sur la drogue a réuni 120 participants pour discuter de l'aide aux drogués et de la politique de la drogue. Ils ont ratifié la « Déclaration de Berlin » qui mise sur l'humain et vise à protéger les droits et la santé des consommateurs de drogue.

la drogue et une aide aux drogués efficaces doivent partir de la base. Il faut une « politique de la drogue d'en bas », une politique de la drogue proche des gens. »

Depuis 1996, Caritas mène des projets dans dix pays d'Amérique latine pour permettre aux personnes dans le besoin de sortir de la dépendance. L'objectif est leur réintégration sociale et juridique, ainsi que la réduction de la demande de drogue. Pour permettre à l'aide de toucher le plus possible de régions, des réseaux d'organisations caritatives sont mis en place. Les enfants et les jeunes ont particulièrement besoin de soutien lorsque leur consommation de drogue les met en contact avec le sida, la tuberculose ou les maladies sexuellement transmissibles.

Partenaires et alliances

En Allemagne comme dans ses missions internationales, le département international de Caritas travaille avec plusieurs organisations caritatives et le réseau Caritas international, ce qui permet d'exploiter au mieux les synergies et de répartir judicieusement les différentes missions.

Groupement d'action pour l'aide d'urgence

Les grandes organisations caritatives Caritas Allemagne, Croix-rouge allemande, UNICEF et Aide d'urgence du diaconat sont regroupées dans le « Groupement d'action pour l'aide d'urgence ». Avec leur partenaire ZDF (deuxième chaîne de télévision publique allemande), elles s'adressent aux médias et à l'opinion en cas de catastrophe afin de mobiliser l'aide.

Misereor

Le département international travaille en étroite collaboration avec l'organisation caritative épiscopale Misereor. Les deux organisations échangent leurs compétences, coopèrent pour le financement commun de projets et mènent des opérations de relations publiques en partie communes. La coopération comprend également le transfert annuel de plus de deux millions d'euros de Misereor au département international de Caritas. Pour les projets à plus long terme, au-delà de l'aide d'urgence immédiate, les deux organisations prennent désormais plus en compte la situation globale des populations pour contribuer à un développement à long terme après les premiers secours.

Aide d'urgence du Diaconat

Le département international de Caritas Allemagne est lié depuis des années par un partenariat étroit avec l'aide d'urgence du diaconat allemand, Diakonie Katastrophenhilfe. Les deux organisations collaborent dans de nombreux domaines – sur place dans les différentes régions sinistrées et en ce qui concerne les relations publiques.

Projet « Pour l'avenir du travail de l'église allemande dans le monde »

En 2009, les six organisations caritatives catholiques Adveniat, Caritas Allemagne, la mission pour les enfants « Die Sternsinger », Missio, Misereor et Renovabis se sont

entendues pour une meilleure coordination, aussi bien dans le cadre des projets menés que dans leur représentation à l'extérieur. En même temps, les organisations sont convenues de préserver l'indépendance et le profil spécifique de chacune d'elles. Le projet a débuté en 2006 et était soutenu par la conférence épiscopale allemande, les 27 diocèses et les organisations caritatives regroupées dans la communauté de travail Marmick. Les organisations collaboraient déjà pour le travail de l'église dans le monde, mais les échanges seront plus réguliers et plus intenses à l'avenir. Parallèlement, des profils plus affinés des organisations les aideront à faire apparaître plus clairement leurs domaines de travail et missions-clés respectifs et permettront une meilleure délimitation.

Le réseau Caritas international

Le département international de Caritas Allemagne travaille en étroite collaboration avec les 165 autres organisations Caritas nationales et est membre de l'organisation-mère Caritas Internationalis dont le siège est à Rome. Les 165 organisations interviennent partout dans le monde, dans l'aide d'urgence, dans des projets sociaux ou dans l'aide au développement. Les compétences et l'engagement des collaborateurs locaux sont alors la garantie du succès durable de notre travail. Ils connaissent parfaitement les conditions locales et les besoins. Dans le monde entier, Caritas mène son action indépendamment de la religion et de la nationalité. L'organisation-mère à Rome ouvre à toutes les organisations un forum commun. Elles peuvent y échanger, apprendre les unes des autres et se soutenir mutuellement. Caritas Internationalis fait du lobbying pour sensibiliser à la question de la pauvreté, représente la position des organisations membres auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales et initie des campagnes internationales. Nos collaborateurs contribuent à l'aide d'urgence et l'aide au développement de Caritas dans le monde entier. Caritas est la voix et le défenseur des pauvres.



*Collaboration étroite et coopération professionnelle aident
notamment à améliorer les infrastructures.* © Paul Jeffrey

Les organes de Caritas Allemagne

Le département international est l'organisation caritative de Caritas Allemagne (Deutscher Caritasverband e. V. / DCV), elle est donc intégrée à sa structure organisationnelle. Service de la direction centrale de DCV, au siège de Fribourg en Brisgau, elle dépend du président au sein du comité directeur. Pour plus d'informations sur les organes de DCV, consulter www.caritas.de

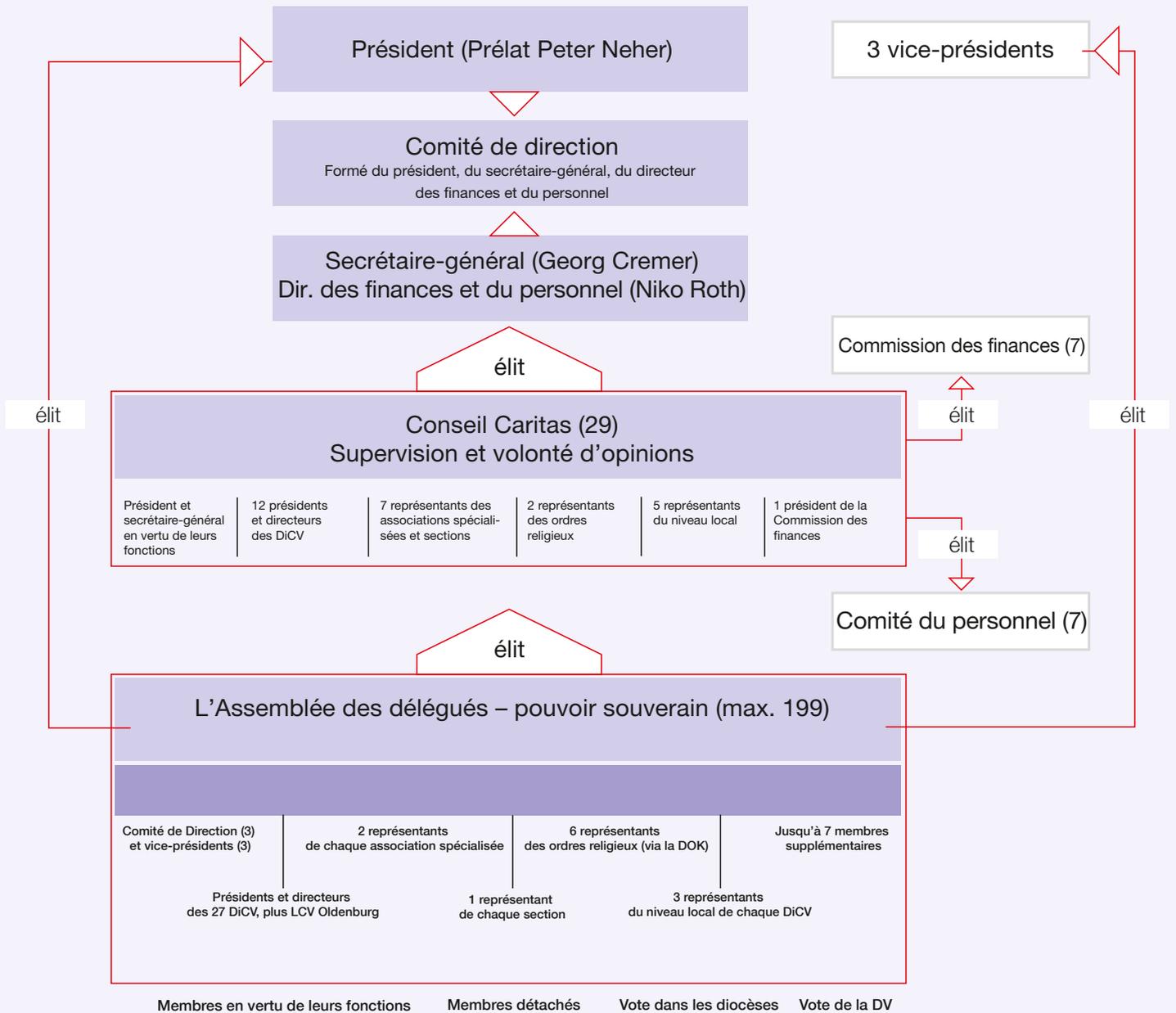
Membres du Conseil Caritas :

Prélat Peter Neher, Président de DCV e. V., président
Matthias Berger, président de la commission des finances
Georg Cremer, secrétaire-général de DCV e. V.
Egon Engler, président de CV Freiburg-Stadt e. V.
Prélat Norbert Feldhoff, vice-président de DCV e. V.
Franz-Heinrich Fischler, directeur de DiCV Berlin e. V.
Hartmut Fritz, directeur de CV Frankfurt e. V.
Père Josef Grünner, provincial,
Provincialat des salésiens (SDB)
Johannes Heeremann von Zuydtwyck,
président général du service de secours de l'Ordre de Malte, Malteser Hilfsdienst e. V.
Bruno Heller, directeur de l'évêché d'Erfurt e. V.
Heinz-Josef Kessmann, directeur de DiCV Münster e. V.
Elisabeth Kludas, présidente de CBP e. V.
Hans-Jürgen Kocar, directeur de CV Duisburg e. V.
Birgit Kugel, directrice de DCV Trier e. V.
Prélat Hans Lindenberger,
directeur de DiCV München et Freising e. V.
Rolf Lodde, secrétaire-général de SKM e. V.
Bernhard Piendl, directeur de DiCV Regensburg e. V.
Maria Loers, vice-présidente de DCV e. V., CKD e. V.
Sœur Edith-Maria Magar, vice-présidente de DCV e. V.
Hejo Manderscheid, directeur de DiCV Limburg e. V.
Hans-Jürgen Marcus, directeur de DiCV Hildesheim e. V.
Martin Pfriem, directeur de DiCV Würzburg e. V.
Irene Reddmann, directrice de CV Rheine e. V.
Andreas Rölle, secrétaire-général de CV Zwickau e. V.

Père Clemens Schliermann SDB,
président suppléant de BVKE e. V.
Burkard Schröders, directeur de DiCV Aachen e. V.
Maria Elisabeth Thoma, présidente fédérale de SKF e. V.
Hans-Joachim Thömmes,
président suppléant de KKVD e. V.
Msgr. Wolfgang Tripp,
directeur de DiCV Rottenburg-Stuttgart e. V.

Membres consultatifs :

Mario Junglas, chef du bureau berlinois de DCV e. V.
Niko Roth, directeur financier et du personnel
de DCV e. V.
Prélat Karl-Heinz Zerrle,
chef de la représentation principale à Munich de DCV e. V.



DiCV : Diözesan-Caritasverbände = Caritas diocésaine
 LCV : Landes-Caritasverbände = Caritas régionale
 DV : Delegiertenversammlung = Assemblée des délégués
 DOK : Deutsche Ordensoberkonferenz = Conférence allemande des supérieurs d'ordres

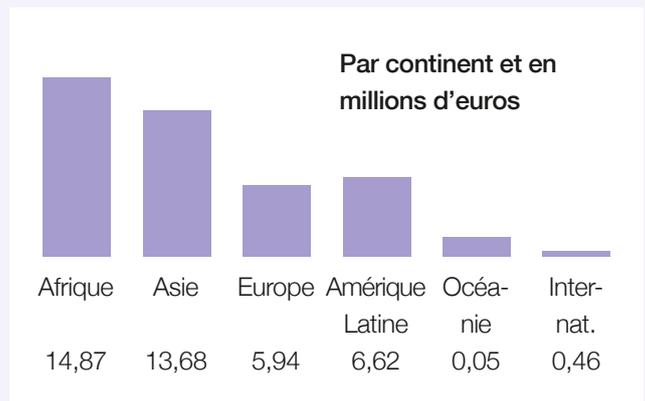
Volumes des aides



Par secteurs

- Secours, prévention, reconstruction 54,7 %
- Un monde pour les personnes âgées et malades 9,8 %
- Un monde pour les enfants et les jeunes 21,3 %
- Un monde pour les handicapés 8,0 %
- Projets divers (migration, etc.) 6,2 %

Volume total des aides : 41,6 millions euros



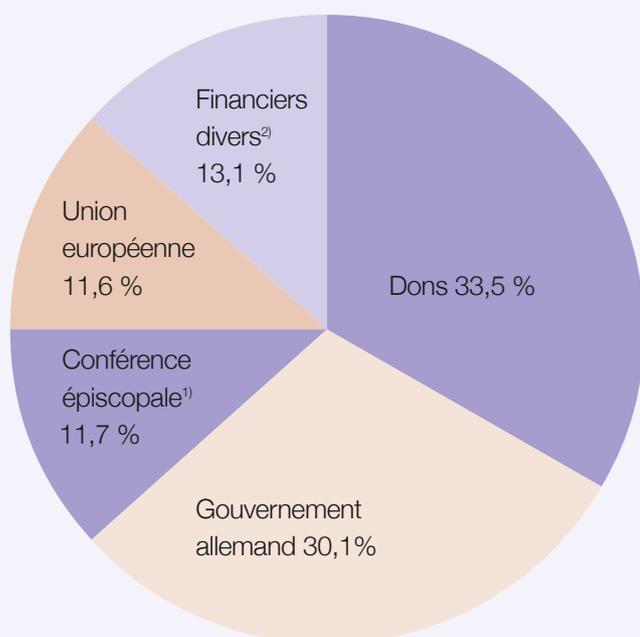
Comment aider:

C'est grâce à vos dons que nous pouvons aider les populations qui sont à la merci du soutien et de la solidarité de tiers. La confiance que vous mettez en nous renforce notre sentiment que la politique efficace d'aide à l'entraide mutuelle que nous suivons est la bonne, partout dans le monde.

C'est de vos dons que dépend, aujourd'hui comme à l'avenir, l'action de Caritas Allemagne. Vous pouvez choisir dans un large éventail de projets celui ou ceux que vous désirez aider, qui vous paraissent particulièrement importants. Nous nous portons garants de l'acheminement correct de vos dons, selon vos souhaits. Chaque étape est documentée :

de la rentrée des fonds jusqu'à leur utilisation. Si vous ne mentionnez aucun but particulier, nous utilisons vos dons là où ils font le plus défaut. De cette façon, nous pouvons réagir aux catastrophes qui ne font pas forcément la une des journaux et aider les gens qui seraient sinon oubliés.

Vous pouvez virer vos dons à notre compte n° 202 auprès de la banque « Bank für Sozialwirtschaft », Karlsruhe, code 660 205 00. Vous trouverez les formulaires correspondants déposés aux guichets des banques et des caisses d'épargne. Veuillez noter un mot clé afin que vos dons soient bien acheminés là où vous le souhaitez.



Par donneurs

Le diagramme montre le volume des fonds investis dans des projets en 2009. Les sommes ne correspondent pas à celles des dons et des subventions publiques reçus pendant l'année. Certains programmes se déroulent sur plusieurs années et sont financés au fur et à mesure.

¹⁾ Fonds provenant des diocèses allemands et des ordinariats de Fribourg, Cologne et Rottenburg-Stuttgart

²⁾ Fonds donnés par Misereor, d'autres associations Caritas et autres

Financiers publics

Gouvernement allemand total	12.506.247 EUR	Union européenne total	4.829.066 EUR
dont		dont	
Ministère allemand de la		Séours d'urgence	
Coopération	9.860.952 EUR	pour	
Ministère des Affaires étrangères	2.645.295 EUR	l'Afghanistan	587.755 EUR
		Bangladesh	185.420 EUR
		le Burundi	1.517.124 EUR
		l'Ethiopie	740.284 EUR
		l'Inde	226.996. EUR
		Pakistan	60.000 EUR
		Projets de développement	
		social pour	
		Afghanistan	180.000 EUR
		Brsil	71.683 EUR
		la Colombie	554.116 EUR
		Serbie	288.313 EUR
		l'Afrique du Sud	186.663 EUR
		Tadjikistan	230.712 EUR
Les donateurs religieux total	4.883.935 EUR		
dont			
Conférence épiscopale	4.386.734 EUR		
Diocèses de Fribourg, Cologne			
et Rottenburg-Stuttgart	497.201 EUR		

Liste des pays

Afrique

Afrique en général/11 projets	85.437,17 EUR
Égypte/11 projets	475.813,09 EUR
Angola/2 projets	32.974,80 EUR
Ethiopie/10 projets	1.045.498,52 EUR
Bénin/7 projets	237.988,97 EUR
Burundi/8 projets	1.766.091,34 EUR
Guinée/2 projets	59.000,00 EUR
Kenya/11 projets	171.778,16 EUR
Rép. démocratique du Congo/ 47 projets	3.639.064,78 EUR
Libéria/3 projets	224.092,74 EUR
Mali/5 projets	323.200,01 EUR
Maroc/2 projets	45.100,00 EUR
Mozambique/8 projets	795.000,00 EUR
Mauritanie/3 projets	35.000,00 EUR
Niger/15 projets	317.909,09 EUR
Rwanda/6 projets	125.028,00 EUR
Sénégal/2 projets	175.126,00 EUR
Sierra Leone/14 projets	796.960,76 EUR
Somalie/4 projets	350.000,00 EUR
Soudan/13 projets	990.944,68 EUR
Afrique du Sud/11 projets	785.736,13 EUR
Tansanie/16 projets	577.278,86 EUR
Togo/7 projets	336.548,69 EUR
Tchad/2 projets	85.000,00 EUR
Ouganda/2 projets	167.500,00 EUR

Asie

Afghanistan/37 projets	1.883.857,39 EUR
Bangladesh/12 projets	690.556,85 EUR
Birmanie (Myanmar)/7 projets	553.058,82 EUR
Chine/12 projets	608.225,83 EUR
Inde/38 projets	1.271.296,27 EUR
Indonésie/39 projets	1.374.735,39 EUR
Iran/2 projets	5.000,00 EUR
Iraq/10 projets	254.000,00 EUR
Israël et Palestine/21 projets	1.106.798,93 EUR
Jordanie/6 projets	392.335,55 EUR
Cambodge/7 projets	256.935,65 EUR
Corée (Corée du Nord)/ 4 projets	287.034,07 EUR
Liban/5 projets	97.411,05 EUR
Mongolei/2 projets	66.000,00 EUR
Népal/10 projets	93.021,24 EUR
Pakistan/27 projets	1.951.687,79 EUR
Philippines/3 projets	137.000,00 EUR
Sri Lanka/17 projets	658.337,06 EUR
Syrie/1 projets	44.000,00 EUR
Tadjikistan/20 projets	993.677,97 EUR
Thaïlande/6 projets	410.000,00 EUR
Vietnam/17 projets	609.749,57 EUR

Europe

Europe en général/22 projets	386.812,39 EUR
Albanie/6 projets	214.659,94 EUR
Arménie/7 projets	227.322,51 EUR
Bosnie-Herzégovine/ 10 projets	481.903,87 EUR
Bulgarie/7 projets	420.661,82 EUR
Allemagne/4 projets	164.929,06 EUR
Géorgie/10 projets	588.804,44 EUR
Grèce/1 projet	25.000,00 EUR
Kosovo/2 projets	188.331,20 EUR
Lituanie/1 projet	741,95 EUR
Moldavie/4 projets	229.327,82 EUR
Monténégro/2 projets	36.270,88 EUR
Pologne/12 projets	57.000,00 EUR
Roumanie/8 projets	122.001,60 EUR
Russie/36 projets	642.986,53 EUR
Serbie/8 projets	521.666,20 EUR
Rép. tchèque/2 projets	85.000,00 EUR
Turquie/8 projets	145.274,80 EUR
Ukraine/12 projets	625.095,29 EUR

Amérique Latine

Amérique Latine en général/ 15 projets	536.676,25 EUR
Argentine/3 projets	305.940,21 EUR
Bolivie/12 projets	542.764,02 EUR
Bésil/32 projets	1.420.645,12 EUR
Chili/5 projets	168.930,00 EUR
Costa Rica/1 projet	10.496,00 EUR
Ecuador/6 projets	114.062,18 EUR
Le Salvador/5 projets	143.620,00 EUR
Guatemala/3 projets	25.923,20 EUR
Haïti/2 projets	15.000,00 EUR
Honduras/6 projets	119.116,28 EUR
Colombie/22 projets	1.661.988,31 EUR
Cuba/2 projets	33.995,70 EUR
Mexique/7 projets	206.553,66 EUR
Nicaragua/3 projets	187.784,99 EUR
Panama/4 projets	110.275,00 EUR
Pérou/10 projets	1.006.797,45 EUR
Uruguay/1 projet	5.000,00 EUR

Océanie

Samoa/1 projet	50.000,00 EUR
----------------	---------------

International

International/9 projets	463.541,15 EUR
-------------------------	----------------

Rentrées/sorties

(1^{er} janvier au 31 décembre 2009)

Rentrées en euros	2009	2008
Subventions		
Gouvernement fédéral	12.973.492,60	13.225.711,84
Conférence épiscopale	4.432.377,79	5.208.624,98
Union européenne	4.178.554,23	6.254.342,11
Autres subventions	7.076.488,86	7.705.120,22
Total des subventions	28.660.913,48	32.393.799,15
Dons, héritages et autres allocations		
Dons à projets	11.192.763,15	15.859.472,74
Rentrées provenant du capital et des intérêts	3.103.314,92	6.395,73
Héritages, legs	101.887,59	168.181,06
Divers	171.776,58	141.211,36
Total des dons, héritages et autres allocations	14.569.742,24	16.175.260,89
Total des rentrées	43.230.655,72	48.569.060,04

Explications

Fonds de la Conférence épiscopale : Fonds provenant de la Conférence épiscopale allemande, des diocèses de Fribourg, Cologne et Rottenburg-Stuttgart.

Autres subventions : Fonds provenant de Misereor, d'autres Caritas et autres.

Intérêts : Gagnés sur des fonds sous tutelle placés temporairement. Les fonds sous tutelle sont des fonds déjà attribués à des projets mais pas encore virés à ces derniers. Les rentrées provenant du capital et des intérêts ont permis de solder des dépenses

correspondantes (pertes de change réalisées et Amortissements à taux constant d'immobilisations financières). En raison de la crise financière, les dons provisoirement placés n'ont produit aucun excédent en 2008.

Sur décision du Comité de direction pour l'exercice 2008, les dons n'étaient pas affectés par la crise des marchés financiers. Le département international de Caritas Allemagne est en mesure de garantir à chaque donateur que son don sera utilisé selon son désir, déduction faite d'un taux de frais de gestion raisonnable.

Sorties en euros	2009	2008
I. Dépenses pour les projets	41.617.707,25	47.401.125,50
Secours d'urgence et reconstructions, projets sociaux en faveur des enfants, des personnes âgées, des malades et des handicapés, projets divers		
II. Frais de personnel et d'équipement, amortissements		
1. Dépenses „personnel“		
Salaires et rémunérations, contributions sociales redevances, caisse de retraite (attribués directement aux projets)	4.313.247,64 (2.887.274,11)	3.943.034,44 (2.666.967,31)
2. Frais de fonctionnements:		
Projets, formation et relations publiques, acquisitions de fonds (attribués directement aux projets)	3.806.756,64 (1.837.821,67)	3.639.719,70 (1.830.322,55)
3. Répartitions:		
Prestations de service etc.	727.639,30	741.518,95
4. Amortissements	72.749,98	83.795,21
Total des sorties	50.538.100,81	55.809.193,80
Résultats par rubrique	-7.307.445,09	-7.240.133,76

Dépenses projets : Les dépenses englobent les paiements faits à plus de 700 projets en cours d'exécution.

Amortissements frais de personnel et d'équipement :

Ce poste comprend toutes les dépenses qui se sont avérées nécessaires pour la bonne marche des projets. En font partie l'étude des dossiers, le contrôle de l'attribution correcte des subventions, les rapports financiers et les comptes-rendus auprès des donateurs.

Résultats par rubrique :

Le résultat affiché est déduit des fonds fiduciaires. Les fonds s'élevaient à 86.064.052,92 EUR au 31.12.2009 et à 93.371.498,01 EUR l'année précédente (cf. explications intérêts).

Frais administratifs et publicitaires

On entend par frais administratifs et publicitaires toutes les dépenses qui ne sont pas affectées directement aux objectifs jouissant d'un avantage fiscal et cités dans les statuts. Selon l'Institut central allemand pour les questions sociales (Deutsches Zentralinstitut für soziale Fragen « DZI ») toute dépense administrative et publicitaire de plus de 35 pour cent des dépenses totales est injustifiée.

Le DZI considère les frais administratifs et publicitaires de moins de 20 pour cent comme raisonnables, en dessous de 10 pour cent comme faibles.

Le taux des frais administratifs et publicitaires du département international de Caritas Allemagne est de 8,3 pour cent pour 2009.

Calcul des frais administratifs selon les directives du DZI¹⁾:

Aide de projets ¹⁾	43.034.303,84 EUR	85,2 %
(dont frais de personnel)	(349.419,17 EUR)	
Accompagnement de projets	2.885.078,61 EUR	5,7 %
(dont frais de personnel)	(2.411.165,49 EUR)	
Campagnes et formation	423.420,58 EUR	0,8 %
(dont frais de personnel)	(126.689,45 EUR)	
Total dépenses pour projets	46.342.803,03 EUR	91,7 %
Frais administratifs	2.115.228,80 EUR	4,2 %
(dont frais de personnel)	(1.027.518,09 EUR)	
Publicité et relations publiques	2.080.069,00 EUR	4,1 %
(dont frais de personnel)	(398.455,45 EUR)	
Total frais administratifs et publicitaires	4.195.297,80 EUR	8,3 %
Total dépenses	50.538.100,83 EUR	100,0 %

¹⁾ Les chiffres comprennent les dépenses pour les bureaux étrangers de Caritas international, affectées au financement de projets selon le DZI.

Nous vous informerons volontiers sur les questions d'héritage et les fondations. Tél. : 0049 (761) 200-288

Contrôle des résultats des comptes par rubriques

Les résultats des comptes par rubrique pertinents pour le domaine Etranger (Caritas Allemagne, Département International) subventionné est tiré du bilan de l'exercice 2009 de Caritas Allemagne, bilan soumis à un ultime contrôle par notre expert comptable, la société PricewaterhouseCoopers AG Société de contrôle des comptes SA.²⁾

Nous avons demandé à nos contrôleurs des comptes de vérifier, en plus du bilan annuel final, que le rapport sur les résultats des comptes par rubrique pertinent pour le domaine subventionné Affaires étrangères a bien été tiré des livres de comptes qui ont servi à établir le bilan et que les rentrées et les sorties ont bien été affectées correctement.

De même, nous avons demandé aux contrôleurs de vérifier si «les directives et les consignes pour l'exportation valables pour les organisations charitables autorisées à collecter au niveau national» (DZI-Richtlinie) dans la version du 15 septembre 2006 avaient bien été respectées. Ces directives (Leitlinien DZI) exigent, entre autre, que les fonds soient utilisés selon leur affectation et de façon efficace, que les rémunérations soient raisonnables, que la publicité soit véridique, sans équivoque et objective et que la comptabilité soit transparente. Les contrôleurs ont rendu compte au Comité de direction et confirmé que le rapport n'a donné lieu à aucune réclamation.

²⁾ Les rapports annuel et d'activité 2008 de DCV sont publiés sur Internet à l'adresse www.caritas.de.

Mise en page

Publication :	Caritas Allemagne Département international Postfach 420 D-79004 Freiburg Tel: ++49 (0)761 200-288 Fax: ++49 (0)761 200-730
E-Mail :	contact@caritas-international.de
Internet :	www.caritas-international.de
Rédaction :	Stephan Günther Michael Brücker (responsable)
Traduction:	Übersetzungsbüro Peschel, Freiburg
Conception/réalisation :	Andrea Osterhage, Freiburg
Litho :	Wehrle Medienproduktion, Freiburg
Editeur :	Poppen & Ortmann, Freiburg Imprimé sur Recystar 100 % papier recyclé

Compte donation n° 202
Bank für Sozialwirtschaft Karlsruhe
BLZ 660 205 00
ou www.caritas-international.de



Le département international de Caritas Allemagne apporte des secours d'urgence aux victimes de catastrophes dans le monde entier et soutient des projets sociaux en faveur des enfants, des personnes âgées et malades ou des handicapés. Caritas Allemagne apporte son aide à tous, quels que soient leur religion ou leur nationalité, et travaille en collaboration avec 160 organisations Caritas nationales dans le monde entier.

www.caritas-international.de